



REPRENONS LA MAIN SUR NOTRE MÉTIER...

...CHANGEONS L'ÉCOLE!



## Déclaration du SNUipp-FSU au CTSD du mercredi 14 février

Derrière les déclarations tous azimuts du Ministre destinées avant tout à séduire- et non convaincre- opinion publique, médias et parents d'élèves, les actions et les réalités pour les établissements sont tout autres. Le SNUipp-FSU dénonce les conditions prévues pour la rentrée 2018. Loin de la communication ministérielle officielle, c'est bien une attaque contre l'École qui a lieu.

Avec le retrait de 4 postes dans le département, peut-être pourrait-on juger (comme d'aucuns le pensent) que l'Orne ne s'en sort pas si mal au vu de la baisse démographique. Ce n'est pourtant pas le sentiment du SNUipp.

Certes, d'autres départements sont encore plus mal lotis que nous, mais faudrait-il, parce qu'il y a des situations plus difficiles que la nôtre, dire merci, alors que l'on nous retire des postes ?

Ce retrait de 4 postes pour la rentrée 2018 entérine un redéploiement des moyens déjà existants ainsi qu'une dégradation des conditions d'enseignement et de scolarisation.

Le SNUipp défend un projet ambitieux pour l'école dans notre département, et cela ne sera pas possible avec cette carte scolaire.

Un projet ambitieux pour notre école passe par des créations de postes.

L'école primaire reste largement sous-investie et doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour réaliser les transformations nécessaires :

- ▶ pour maintenir les taux d'encadrement et répondre à des besoins d'ouvertures de classes.
- ▶ pour créer des postes de remplaçant-es, car leur nombre est insuffisant pour assurer dans de bonnes conditions la continuité du service éducatif et le déroulement de la formation continue

Même si un effort est fait avec 3 postes créés, on ne peut s'attendre à plus de formation continue à la rentrée.

pour retrouver une formation continue digne de ce nom pour l'ensemble des enseignant-es.

- ▶ pour aider les élèves les plus fragiles, en n'oubliant pas l'enseignement spécialisé et en reconstituant les RASED, décimés il y a quelques années et jamais reconstitués.

Pour rappel depuis 2008, l'Orne a perdu 45 postes de RASED et n'a eu que 1 (re)création depuis et 2 sont à venir. L'école rurale n'aurait pas besoin de postes G ? ni de postes E ? Sur les environ 144 communes (sur 389) ayant une ou des écoles, seulement 15 bénéficient du RASED et encore pas forcément dans toutes les écoles de la commune.

La fermeture des 6<sup>ème</sup> SEGPA est une marque supplémentaire du peu de cas fait des dispositifs d'aide aux élèves en grande difficulté.

pour la création de dispositifs « plus de maîtres que de classe » et « moins de trois ans »

Alors qu'en groupe de travail, vous nous aviez dit que dans la mesure du possible, vous ne toucheriez pas au PMQC sauf dysfonctionnement, ce sont 14 dispositifs que vous prévoyez de supprimer. C'est une remise en cause des plus de maîtres que de classes qui fait fi du travail, des innovations pédagogiques rendues possibles et de l'engagement des équipes. Quel gâchis !

pour que des postes soient créés pour assurer des décharges de direction stables et régulières aux directions des petites écoles.

Pour le SNUipp-FSU, cela n'a rien d'une utopie. Nous demandons simplement que les postes injustement supprimés soient restitués.

Au-delà des postes d'enseignant-es, nous déplorons la disparition progressive de l'aide administrative aux directrices et directeurs d'école. L'absence depuis la rentrée de ces personnels en contrats aidés pèse dans le quotidien des écoles.

Globalement la carte scolaire nous laisse perplexes pour ne pas dire plus sur les priorités que vous laissez voir.

Concernant la convention ruralité, nous n'avons aucune information à ce jour. Si nous partageons votre inquiétude sur l'évolution des effectifs, nous semblons être seul-es à nous préoccuper du maillage territorial de service public d'éducation de notre département. Entre la gestion des rythmes, la répartition des compétences scolaires et périscolaires, les communes nouvelles, beaucoup d'incertitudes entourent l'école, ce qui laisse peu de places à des conditions sereines de réflexion. D'ailleurs, nous nous interrogeons sur les annonces faites par les élu-es concernant les OTS alors que les instances de consultations n'ont pas eu lieu. Les équipes d'écoles ont l'impression d'un double discours. Si ce sont les maires ou présidents de CDC, voire les transports scolaires (Flers agglo) qui décident des horaires des élèves, que cela soit dit officiellement.

Par ailleurs, concernant la mise en place de l'outil en GS et CP « Agir pour l'école », nous sommes inquiets sur les intentions sous-jacentes. Quelle valeur donner à un outil issu du think tank l'institut Montaigne qui a une expertise pour le moins relative en termes de service public d'éducation. Nous attendons un éclairage de votre part sur les objectifs d'une mise en place précipitée en cours d'année d'une méthode qui fait débat. Nous vous demandons confirmation que cette mise en place dans les classes ne se fera que sur la base du volontariat. Sans cette garantie, ce serait une remise en cause de la professionnalité et des pratiques des enseignant-es. La recherche lire, écrire au CP de l'IFé a montré que l'enseignement de la lecture relevait d'un dosage savant dans les activités

proposées aux élèves (décodage, encodage, production d'écrit, phonologie, compréhension, vocabulaire, apport culturel...) et dans les interactions entre enseignant-e et élèves (explicitation entre pairs et par l'enseignant-e), complexité que la méthode « agir pour l'école » ne prend pas en compte.

Pour conclure, c'est d'une école qui fait confiance aux enseignant-es et qui se dotent des moyens nécessaires à ses ambitions dont nous avons besoin et là le compte n'y est pas.